

L'ORGANISATION SE RÉUNIRA LE 30 NOVEMBRE À VIENNE**Vers un accord entre les membres de l'Opep ?**

Depuis la réunion informelle d'Alger (28 septembre 2016) et dans l'attente de celle de Vienne le 30 novembre prochain, les membres de l'Opep, et notamment le ministre algérien de l'Energie, n'ont pas chômé.

Rencontres programmées, d'autres imprévues, travail de coulisses... rien n'a manqué : l'on s'est démené et comment ne pas le faire, quand on sait l'enjeu de cette prochaine rencontre en Autriche : la mise en œuvre de l'accord d'Alger, soit de ramener le plafond de production des 14 pays membres de l'Opep à une fourchette comprise entre 32,5 et 33 millions de barils/jour et ce, en réduisant la production de 600 000 barils/jour à 1,1 mbj afin d'agir enfin sur la baisse des cours du pétrole qui dure depuis deux ans.

Pour ce faire, un groupe technique Opep restreint, présidé par l'Algérie, avait été créé, chargé de définir la part de chaque pays dans le partage du gel de production, sachant que l'Iran, la Libye et le Nigeria devaient bénéficier d'un traitement particulier eu égard aux problèmes qu'ont connus ces pays. Où en est-on aujourd'hui, à la veille de la tenue, le 30 novembre, de la réunion ordinaire de l'Opep, précédée aujourd'hui 22 novembre, toujours à Vienne, du Haut Comité d'experts (prévue initialement le 25 et avancée pour permettre de mieux préparer la réunion du 30).

En attendant ces deux rencontres, il règne, ces jours derniers, un optimisme affiché, même si, dès qu'il s'agit d'aller dans le détail pour savoir ce qui motive cette confiance dans l'adoption du processus pour la mise en œuvre des accords d'Alger, le discours est quelque peu évasif et les certitudes un peu molles.

Conjoncture à la veille de Vienne

Alger comme Riyadh se disent tous deux optimistes à la veille des deux rencontres de Vienne. Le ministre saoudien de l'Energie Khalil Al Falih, reçu le 12 novembre à Alger par son homo-

logue algérien, déclarait : «Pour stabiliser les marchés, il est nécessaire de mettre en œuvre l'accord historique d'Alger. Je reste confiant et optimiste de voir la raison l'emporter.» Un optimisme qui ne semble donc reposer, à la date de cette déclaration, sur aucune mesure concrète du dispositif de répartition de la production pour qu'il en appelle à la «raison» de ceux qui s'y opposeraient. Quant à son homologue algérien, Nourredine Bouterfa, son optimisme procède plus du discours convenu en pareille circonstance : «L'accord d'Alger est déjà en cours de mise en œuvre et les préparatifs pour la réunion de l'Opep se déroulent dans un esprit constructif et coopératif.» Il tempère, cependant, par la suite sa déclaration : «Je suis optimiste. Nous allons, je l'espère, parvenir à un accord collectif à Vienne qui mettra en œuvre la décision d'Alger.»

Ainsi, il ne s'agit que d'un espoir et si Bouterfa appelle à un accord «collectif», c'est que pour l'heure, l'accord de tous n'est pas encore acquis sur les quotas individuels. Les tentatives pour y parvenir n'ont cependant pas manqué et les efforts en vue d'arriver à Vienne avec un accord consensuel sont plus que jamais de mise.

Sur quoi bute la mise en œuvre de l'accord d'Alger ?

Au sortir d'une première rencontre du Haut Comité technique d'experts de l'Opep qui a eu lieu vendredi 28 octobre à Vienne, certains participants ne pouvaient cacher l'échec de cette rencontre censée avancer sur la répartition des quotas individuels de réduction de la production. L'Iran, a annoncé une source de l'organisation, semblait catégorique pour ne pas geler sa production. Tout comme l'Irak, deuxième plus gros



Les membres de l'Opep optimistes.

Photos : DR

producteur de l'Opep, qui a demandé à être dispensé des restrictions en raison de l'Etat de guerre et comme la Libye et le Nigeria qui justifient leur position de non-gel par le niveau de leurs productions impacté par les situations de conflits. Tentative infructueuse donc de la première rencontre de ce haut comité. Qu'en est-il aujourd'hui de cette intransigeance ? D'autres propositions ont-elles été faites à ces pays et lesquelles ? On le saura à l'issue de la rencontre d'aujourd'hui 22 novembre.

Un marché pétrolier en production record

Les tergiversations pour la mise en place de l'accord d'Alger ont naturellement conduit à ce qui était craint.

L'Opep a confirmé, vendredi dernier, dans son bulletin mensuel, avoir particulièrement produit beaucoup. Les 14 pays membres de l'Opep ont, en effet, produit 33, 64 millions de barils/jour (mbj) en octobre der-

nier, soit une hausse de 236 000 barils en un mois. Les pays non-membres de l'Opep ont, de leur côté, assuré une plus grande production.

En outre, l'Opep table sur une demande mondiale moyenne de 95,31 mbj ; autrement dit, toujours nettement inférieure aux niveaux de production réalisés. Dans cette perspective, et si les choses restent en l'état, il est clair que les prix ne pourront, comme espéré, augmenter. Le cours du Brent, bien que repassé au-dessus des 50 dollars fin septembre, n'a pas persisté dans cette hausse. Toutefois, la position de la Russie, pays non-membre de l'Opep, pourrait agir favorablement sur la donne.

Nécessité de plus de coopération Opep/pays non-Opep

Mohamed Barkindo, le secrétaire général de l'Opep, considère «vitale» la coopération entre pays membres et non-membres de l'Opep pour «contenir la surabon-

dance de l'offre et augmenter le prix du brut». Dans cette optique, une rencontre a été organisée par l'Opep avec les pays producteurs non-Opep, à savoir : la Russie, le Kazakhstan, le Mexique, le Sultanat d'Oman, l'Azerbaïdjan, le Brésil et la Bolivie.

La Russie, premier producteur mondial de pétrole, soutient, a assuré le secrétaire général de l'Opep, l'accord d'Alger. Elle serait prête à geler sa production dans un effort pour stabiliser le marché.

Plusieurs rencontres Opep-Russie ont eu lieu ces dernières semaines pour diminuer la volatilité des prix.

Quant aux autres pays non-membres de l'Opep, aucune déclaration n'est venue préciser leur position sur l'accord d'Alger.

L'optimisme de l'Opep partagé par de nombreux experts

Les pays membres de l'Opep, et notamment l'Algérie qui s'investit fortement dans la préparation de la réunion de Vienne du 30 novembre, sont optimistes quant à la réussite de cette rencontre qui devra sortir avec un consensus sur les modalités de mise en œuvre de l'accord d'Alger et donc sur la répartition des quotas de production. Ils ne sont pas les seuls à penser que la réunion de Vienne va entériner les niveaux plafond de production retenus en septembre dernier à Alger.

Des analystes, interrogés par l'agence américaine Bloomberg, estiment que la réunion de Vienne sera couronnée de succès et que la décision sur la réduction de production sera avalisée.

Cela suffira-t-il à faire de l'Opep une institution «régulateur du marché» comme elle l'a été à ses moments de gloire ? Rien n'est moins sûr. La donne pétrole de schiste pointerait son nez dès que les prix du pétrole connaîtront une hausse conséquente. Les Etats-Unis y veillent.

Khedidja Baba-Ahmed

SANTÉ**Le Centre national de recherche en biotechnologie dénonce des restrictions budgétaires**

Le ministère de la Santé a organisé hier un workshop international sur la biotechnologie à Alger afin de débattre des mises de cette science principalement dans le domaine lié au médicament, et à la santé de façon plus large.

Le docteur Ammar Azioune, enseignant et directeur du Centre national de recherche en biotechnologie (CRBt) a parlé de «la prise de conscience de l'Algérie des enjeux de la biotechnologie». Un peu paradoxalement, il a déclaré par la suite que son institution «dispose d'un budget de fonctionnement médiocre». Malgré le fait que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique n'ait officiellement pas subi une réduction de budget, le CRBt qui est sous sa tutelle «endure une réduction drastique de ses moyens financiers». Par ailleurs, développant les missions de ce

Centre fondé en 2012, Dr. Azioune a indiqué que «la biotechnologie est à ses phases initiales de développement en Algérie et que le CRBt œuvre sur les principaux axes de progression».

Selon lui, «la mutualisation des connaissances, la coopération internationale et la rationalisation de la recherche est ce qui peut booster l'évolution de la biotechnologie en Algérie». En rajoutant que «les experts algériens à l'étranger ayant acquis un savoir-faire dans ce domaine à l'étranger devraient former les jeunes chercheurs ici afin d'arriver à constituer un cycle de développement durable dans ce sens».

En effet, la biotechnologie a le potentiel de permettre d'énormes économies de coûts en promettant un médicament low-cost, pour ce qui est du secteur de la santé, et un apport conséquent à l'économie nationale dans tous les domaines (alimentaire, industriel, pharmaceutique...). A titre de



Ammar Azioune, enseignant et directeur du CRBt.

comparaison, Dr Siew Hwa, professeur adjoint à l'Université nationale de Singapour et fondatrice et PDG des laboratoires Acumen Research, participante au work-

shop a précisé que la biotechnologie ou le biomédical représente plus de 10% du PIB de Singapour.

N. B.